



HAL
open science

Montbrison et le Vizézy : milles ans d'une bataille forézienne pour l'eau, entre ingéniosité technique et enjeux de pouvoirs (IXe-XIXe siècles)

Christophe Mathevot

► To cite this version:

Christophe Mathevot. Montbrison et le Vizézy : milles ans d'une bataille forézienne pour l'eau, entre ingéniosité technique et enjeux de pouvoirs (IXe-XIXe siècles). 2026, pp.7-60. <hal-05559047>

HAL Id: hal-05559047

<https://hal.science/hal-05559047v1>

Submitted on 19 Mar 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved

Montbrison et le Vizézy : mille ans d'une bataille forézienne pour l'eau, entre ingéniosité technique et enjeux de pouvoir (IX^e-XIX^e siècles)

Christophe Mathevot

Depuis sa fondation, Montbrison (Loire) entretient une relation complexe et évolutive avec l'eau, ressource vitale dont la maîtrise a façonné le développement urbain au fil des siècles. Au cœur de cette histoire millénaire se trouve le Vizézy, rivière impétueuse descendant des monts du Forez, dont le cours a été progressivement dompté, détourné (Mathevot 2025) et aménagé pour satisfaire des besoins multiples et souvent concurrents : économiques, sanitaires, domestiques et industriels (**Figure 1**).

Cette histoire hydraulique soulève des problématiques fondamentales qui transcendent les époques. L'étude présentée ici vise à analyser comment, au fil du temps, la gestion de cette ressource hydraulique a constitué un enjeu majeur structurant l'espace urbain et révélé des rapports sociaux complexes au sein de la cité. Comment la ville de Montbrison a-t-elle réussi à concilier les intérêts divergents des acteurs locaux - meuniers soucieux de leur force motrice, édiles préoccupés par la salubrité publique, communautés religieuses attachées à leurs privilèges et habitants aspirant à un accès quotidien à l'eau? Comment l'ingéniosité technique a-t-elle permis de surmonter les contraintes topographiques et hydrologiques pour satisfaire des besoins croissants? De quelle manière les transformations sociales et économiques ont-elles modifié notre rapport à cette ressource, faisant passer l'eau du statut de privilège réservé à une élite à celui de service public accessible à tous?

Pour répondre à ces questions, notre recherche puise dans la documentation archivistique et iconographique disponible dans les Archives de La Diana ou les Archives départementales de la Loire. Une prospection inventaire réalisée en 2019 vient compléter les données par une enquête de terrain qui a permis de cartographier et repérer les éléments

patrimoniaux et archéologiques encore en place (Mathevo 2019).

L'article s'articule autour de trois grandes périodes historiques qui ont façonné l'histoire hydraulique de la ville. La première partie interroge les débuts des aménagements à Montbrison, en mettant l'accent sur les moulins et canaux médiévaux. Elle met en évidence la structure municipale naissante issue d'un compromis entre pouvoir comtal, émancipation urbaine et privilège des congrégations religieuses. La seconde partie analyse l'évolution des usages hydrauliques dans un contexte marqué par une intensification des conflits d'intérêts entre acteurs privés et publics à partir du XVI^e siècle. Enfin, la dernière partie examine comment l'industrialisation et les préoccupations hygiénistes du XIX^e siècle ont radicalement transformé le réseau montbrisonnais.

À travers ces trois périodes clés, cet article entend démontrer que la maîtrise hydraulique constitue non seulement un révélateur précieux des dynamiques sociales et politiques locales, mais aussi un enjeu territorial toujours d'actualité.

1. LE MOYEN ÂGE (IX^E-XV^E SIECLES) – MOULINS, CANAUX ET USAGES

1.1. Une intense activité hydraulique attestée dès le IX^e siècle

Durant le Moyen Âge et jusqu'au XVI^e siècle, l'on relève 73 mentions textuelles de moulins implantés le long des 30 km de cours du Vizézy, dont 45 situés à proximité immédiate de Montbrison, attestant de l'importance de cette activité pour le bourg médiéval (Mathevo 2019). La plus ancienne mention d'un moulin est datée du troisième quart du IX^e siècle. Un chorévêque remet au chapitre de l'église Saint-Étienne de Lyon deux vignes et un moulin situés *apud Montembrisonem* (*Obituaire de la province de Lyon*, t. I, p.174). Les vignes, dénommées *de Rubra Terra et de Cruce*, sont localisées par É. Perroy aux environs du faubourg de La Croix où le toponyme Terre Rouge apparaît (Fournial 1967, p. 33 ; **Figure 2, n°1**), ce qui les situe juste en amont et à l'est de la butte basaltique où

sont signalés un château et un hôpital au XI^e siècle (Mathevot 2011).

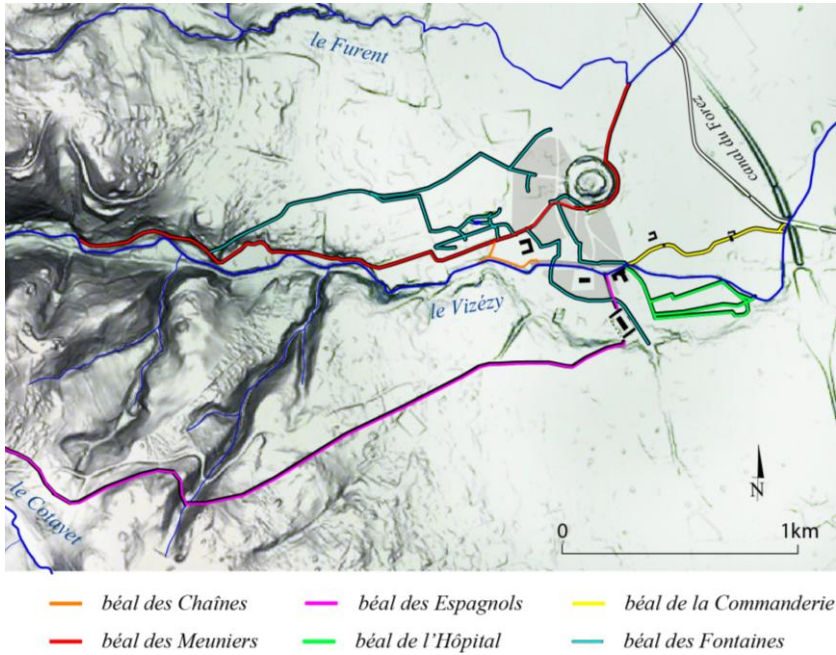


Figure 1: les principaux ouvrages de dérivation hydraulique de Montbrison au cours des siècles (C. Mathevot).

L'essor urbain des XII^e et XIII^e siècles n'a pu ignorer les questions liées à l'eau, mais peu de sources nous autorisent à en appréhender la réalité. Il faut attendre le début du XIII^e siècle pour que quelques rares textes nomment une première fois le Vizézy (Forez n°57) et trahissent une importante modification d'un réseau hydraulique déjà bien en place.

La mention la plus explicite concerne le domaine des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem installés dès le dernier quart du XII^e siècle en aval du bourg (Cart. Francs-fiefs, p.3 ; Forez n° 1313 ; **Figure 2, n°4, Figure 8, n°4**). Outre une église, des bâtiments conventuels, des dépendances agricoles, des terres et pâturages, il y possèdent un moulin dont le bief (*alveus*) se voit détourné en 1220, lors d'aménagements touchant la

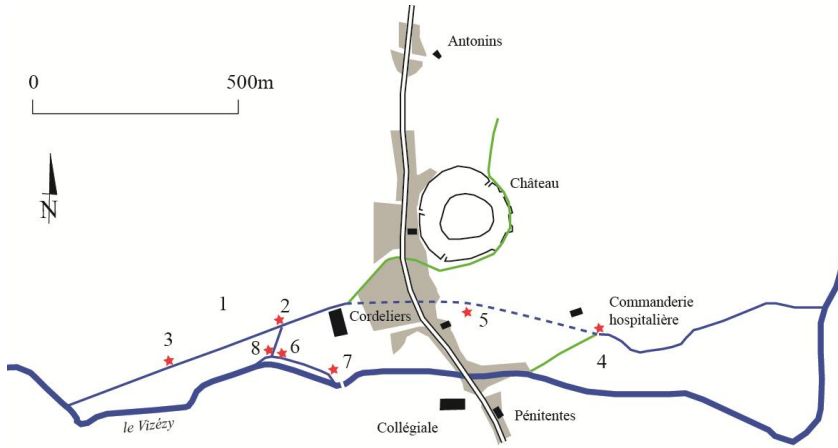
fortification castrale où les nouveaux quartiers urbains. On établit probablement dès cette époque le « canal qui va au vieux marché à travers la ville », ouvrage cité en 1275 et qui longe le cimetière des Cordeliers (Forez n°998). Un moulin est même signalé sur ce canal, derrière l'église Saint-André et avant 1315 (AN, P⁴⁹³, 1047 ; **Figure 2, n°5**).

Face à ce changement important dans le réseau hydraulique montbrisonnais, les Hospitaliers se voient concéder un droit de prise d'eau sur le Vizézy « à l'endroit où elle pourra être prise le plus commodément et convenablement aux moments où cela paraîtra le plus utile et nécessaire au moulin » (Forez n° 1331). Cet acte date la naissance du bief de la Commanderie qui s'étend sur près de 725 mètres (**Figure 1**). Il forme dès lors un canal distinct qui relève uniquement des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem.

Plusieurs mentions de moulins situés en amont du bourg émergent encore de textes contemporains, dont le moulin Sevenser (ou Saivert) et son béal (*alveum*) situé « au-dessus des terres des frères mineurs » (Forez n°40 et 976 ; **Figure 2, n°2**), laissant présumer qu'il est alimenté par l'ouvrage hydraulique qui parcourt le bourg. Pas pas moins de cinq autres moulins sont encore cités. Plus difficiles à localiser, ils sont cependant à proximité immédiate de Montbrison (Forez n°1390, 906, a. 26, 37, 53). Sont-ils reliés au même réseau ou jouissent-ils de prises d'eau indépendantes ? Ces moulins servent essentiellement à moudre du grain, mais on signale des foulons à drap (Forez n°906 :37), une maillerie à chanvre (Forez n°906 :53), des battoirs à tan (AD Loire B1882, f°159) et une huilerie (AD Loire B1903).

Dès 1361 sont cités deux moulins alimentés par le canal urbain : le moulin Rouge et celui de Beauregard (1361, *molendino Roer, moulindino de Bellivisus*, AD Loire, B¹⁸⁷¹, f°78v ; **Figure 2, n°2 et 3**). On peut présumer que la prise d'eau du bief urbain se fait à hauteur du moulin de Beauregard¹.

¹ L'ancienne prise d'eau de Beauregard est re-usitée au début du XIX^e siècle pour alimenter les fontaines de la ville. Cf. plus bas.



En pointillé : proposition de restitution du réseau hydraulique antérieur à 1220

En vert : modifications du réseau hydraulique après 1220

En gris : îlots urbains au XIII^e siècle

En noir : églises

- 1- toponyme Terres rouges (moulin cité au IX^e siècle)
- 2- moulin Sevener (XIII^e siècle, localisation approximative) ; moulin Rouge (1361)
- 3- moulin de Beauregard (1361)
- 4- moulin de la Commanderie (1220)
- 5- moulin «derrière l'église Saint-André» (c. 1315).
- 6- émouloir Chassaing (1425) puis moulin Roery (1461)
- 7- émouloir (1405) puis moulin (1409) Verdier, (Lambreux, Mogalet 1493) et moulin des Chaînes
- 8- émouloir Troton (1425), Janin puis Robertet (1493)

Figure 2 : évolution du réseau hydraulique aux XIII^e et XIV^e siècles à Montbrison (d'après un fond de carte d'E. Fournial - Les villes du passé forézien, CEF 1970-auquel nous avons rajouté les données hydrauliques).

Toujours en amont du bourg, d'autres prises d'eau sur le Vizézy et sur ce canal voient le jour postérieurement. En 1405²,

² ... *abbenevisare vellemus unacum decursu et adductu aque sumendo in dicta ripperia eidem dando licentiam faciendi unam levatam seu exclusam incipiendo subius gurgitem Guichard que tamen non impediatur transitum per dictam aquam eundam ultra versus la Reguarderi [Beauregard ?] et inde redeundo per ripperiam et continuendo dicte ripperie sive aque usque ad agerem sive terralli retro domum Petri dela Court et ab hinc faciendum unum alveum seu fossatum tendentem per dictum agerem sive terralli retro domos dicti Rothollon et per ripperiam que est retro domum Mertini Serizi et per ripperiam que est retro dumum gregori Bosselar et conducendo*

Jean Verdier, charpentier de Montbrison, obtient un droit de construire une prise d'eau sur le Vizézy (*levatam seu exclusam*), sous le gourg Guichard, pour un é mouloir ou un maillet ou une scie (*esmoulour et quandam malea sive gaulx*) à bâtir proche du pont de la vieille boucherie (**Figure 2, n°7**). Comme la distance est d'environ 150 mètres entre la prise d'eau et l'é mouloir, le tracé de son canal (*alveum sive fossatum, canalia*) devra être creusé et emprunter d'autres canaux déjà existants (*ripperiam*), attestant d'une densité d'usage de l'eau sur le secteur. À peine quatre ans plus tard, le charpentier obtient la permission d'élargir son canal afin d'établir sur la même place un moulin à blé appelé plus tard le moulin des Chaînes (A Diana, Brassard n° 5187). Son emplacement nous est connu grâce à un procès daté de 1776 (A Diana, 41^FC13, n°4 ; **Figure 3***).

Toujours dans le secteur, en 1425, Etienne Chassaing obtient la permission de construire un é mouloir mu par les eaux s'échappant sous le moulin Rouge et celles de l'é mouloir Troton (**Figure 2, n°6, Figure 3B**).

aquam tam per dicti alveum tam per canalia usque ad dictam plateam quam petit sibi abbenavisari offerens se soluturum pro predictis domino nostro... (A Diana, 41^FC13, n°11a).

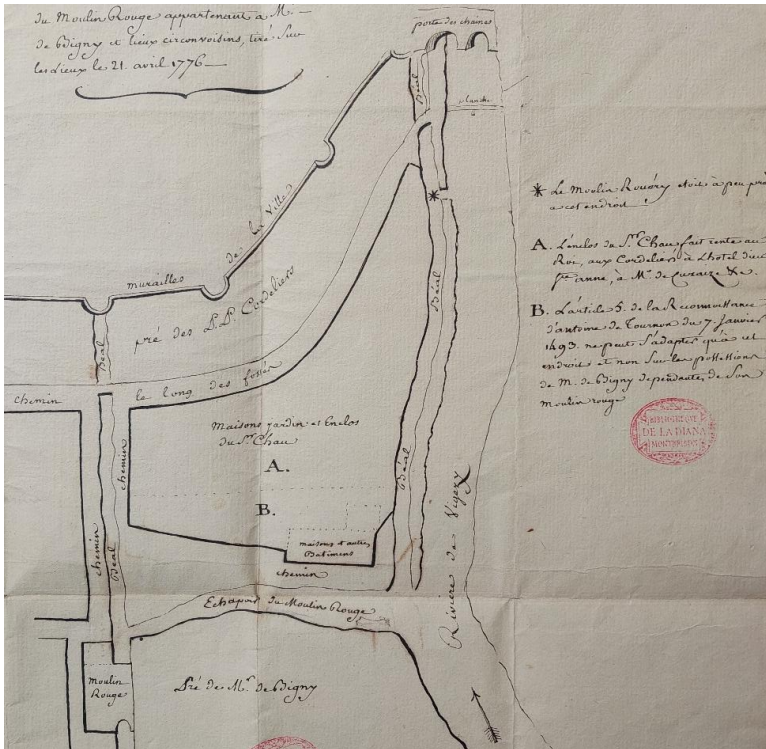


Figure 3 : Le moulin Rouge, l'ancien moulin Chassaing (B) et le bief des chaînes et son moulin (*) en 1776 (A.Diana, 41^e CI3, n°4).

1.2. Prises d'eau, biefs et moulins au XV^e siècle

En 1428, Marie de Berry accorde aux Montbrisonnais le droit de fortifier le bourg pour éviter les ravages des bandes armées. Des douves sont aménagées. Le besoin en eau pour les alimenter est énorme et le réseau hydraulique n'y suffit pas. Il est alors accordé aux Montbrisonnais (les consuls et les communautés religieuses) qu'ils « puissent prendre un ruisseau [une dérivation] de la rivière, au-dessus de ladite ville, en montant vers le pont de la Guillanche et dessus si nécessaire, et le faire passer là où bon leur semblera pour remplir et abreuver lesdits fossés... » (Broutin 1874, vol. 2, p. 127).

conservent la propriété du moulin. Un chemin public (*iter publicum*) qui va à ce moulin en passant par celui de Beauregard est signalé au milieu du XV^e siècle, attestant d'une liaison rapide avec le bourg (A Diana, 6^F267 10).

Les édiles montbrisonnais entendent garder le contrôle sur cet aménagement hydraulique désormais partie prenante de leur sécurité. Si les héritiers Chassaing sont autorisés à transformer leur é mouloir en moulin à blé en 1461, il est spécifié que l'opération doit se faire sans préjudices pour les habitants de la ville³. Ces derniers ont d'ailleurs accès à une écluse (*guichetum*) fermant à clef et située après le moulin Rouge. Il peuvent ainsi interdire si besoin tout flux au moulin Chassaing pour alimenter les douves.

Ces dernières sont rentabilisées. Plusieurs pêcheries viennent y prendre place. Elles sont aux mains des communautés religieuses qui ont financé une part des fortifications. A l'ouest, les Cordeliers, qui ont érigé à leurs frais plusieurs tours⁴, possèdent les douves depuis la porte de la Croix jusqu'à la porte des Chaînes. Ils y établissent un étang (étang de Pérol) divisé en deux pêcheries contiguës⁵. Il en est de même

³ *sine prejudicio ville Montisbrisonis et habitatorum eijusdem qui tempore preterito dicta aqua uti consueverunt pro usu et servicio dictorum habitantium et fossatorum castri et ville Montisbrisonis et sine eo quod dictam aquam pervenientem ad dictam villam divertire p possit vel capere in prejudiciaum ispius ville et habitantium quinimo dicti habitantes possint tenere clausum quendam guichetum quod existit et existere consuevit in calciata existente subtus dictum molendium Roer cum clave et porta ferri ab antiquo esse solitis sed solum et dumtaxat possit ipse Chassaing aquas descendentes a dicto rivo ville et molendinorum Belli Rigardi et Roer capere causa predicta pro servicio et canone quatuor bichetorum sillini....* (A Diana, 41^FC13, n°11d).

⁴ Le 26 janvier 1739, une déclaration rappelle le don de Marie de Berry aux Cordeliers de Montbrison. « En l'année 1428 Marie de Berry duchesse de Bourbonnais et Comtesse de Forez donne aux Cordeliers de Montbrison « des murs fossés et vingtain de la ville », depuis le Vizézy jusqu'au pré et fossé qui est derrière la Charité et au béal qui passe à travers la ville et va tomber aux fossés de la ville « au lieu appelé La Brèche », le tout confiné par la rivière du Vizézy de vent, le chemin tendant de lad. Rivière au Moulin Rouge à la porte de la Croix de soir tirant à bize. Le pré et fossé et béal entre deux de bize et des appartenances du couvent de matin, lesd. murs étant de l'étendue de 45 ou 50 toises environ contenant 4 tours » (A Diana, 17^H5, Cordeliers 3, liasse 6, n° 15, folio 78-85).

⁵ Elles sont vendues en 1534 à un boucher de Montbrison, mais rachetées en 1557, la vente étant trop préjudiciable au couvent (AD Loire, Fonds des Cordeliers, liasse 13, n°5). L'étang Pérol est asséché et en près dès avant 1679 (A Diana, 17^H5, Cordeliers 3, liasse 7, n°26, folio 69-74).

pour les chanoines de Notre-Dame qui ont fortifié à leurs frais le sud du bourg. En échange, ils reçoivent les douves dans lesquels ils élèvent des carpes (Mathevot 2015). La mise en place de cet étang fait émerger des tensions entre les chanoines et les Hospitaliers dont la prise d'eau doit désormais s'articuler avec les douves. S'estimant lésés, les chanoines remplissent de paille et de branches l'écluse des Hospitaliers et injurient même le commandeur avant d'être réprimandés (AD Rhône, 48^H2249).

Les jeux économiques sont bien réels, les Hospitaliers encouragent plusieurs activités sur leur béal, moyennant contributions. En 1455, un papetier est acensé pour faire mouvoir plusieurs moulins. En 1466, une activité liée au travail du cuir est attestée, mais le commandeur interdit aux corroyeurs de préparer des peaux dans le béal et ordonne de déplacer leur ouvrage dans le Vizézy (AD Rhône, 48^H2249). Deux autres moulins ont existé sur le bief des Hospitaliers à la fin du XV^e siècle : les moulins Montarlier et Perrier⁶.

La vignette de l'Armorial de Guillaume Revel, réalisée vers 1450, illustre parfaitement cette intense activité hydraulique en périphérie et autour du bourg au milieu du XV^e siècle. On y observe les douves urbaines et plusieurs moulins avec leurs roues verticales, dont probablement le moulin Rouge (

Figure 5b). On y remarque également les eaux du Vizézy sortant du bourg par un aqueduc ne se mélangeant ainsi pas avec les eaux des douves (

Figure 5c).

⁶ *molendium Montarlier sita in carriera St Johannis juxta dictam carrieram tendant de porta villa appellata de Sainct Jehan apud Cromeyriacum ex vento, beffium molendini dicti sancti Johannis latentur ad molendium magnium Johannis Perrier ex borea et juxta dictam domum do Mollin Montarlier... ex sero* (A Diana, 1^F42, 160, 21). Dès 1527, le moulin Montarlier ne semble plus en activité, son bief sert uniquement à l'irrigation (A Diana, 1^F42, 160, 4)

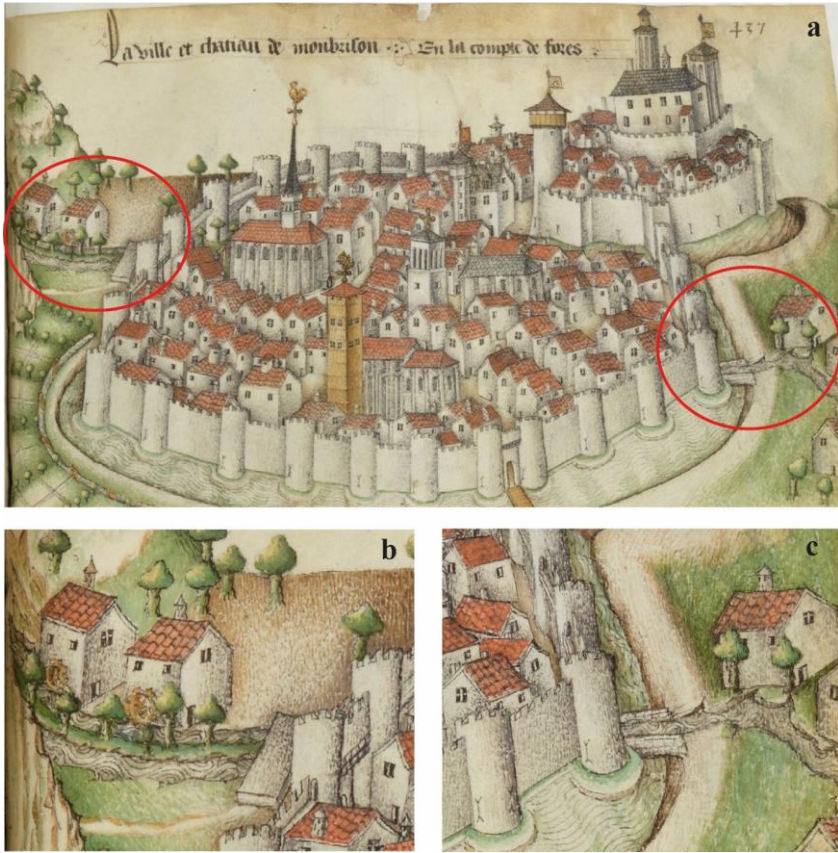


Figure 5 : Montbrison vers 1450 (*Armorial de Guillaume Revel ; Bnf, fr. 22297, p. 437*).

1.3. L'eau dans le bourg à la fin du Moyen Âge

En 1473⁷, le trajet du béal urbain nous est connu en détail. L'eau pénètre dans la ville par une conduite aménagée sous une tour de la clôture. De là, les eaux rejoignent la rue de la Cordonnerie puis descendent la rue Pré Comtal. Une multitude de prises d'eau alimente des serves où des poissons sont élevés dans des coffres en bois appelés arches. Le débit des entrées de ces dérivations est contrôlé par de « grosses pierres quarrées pertusées pour raison et de nyvel susdict tant a largeur grosseur rondeur que haulteur ».

Le béal sert également à « l'évacuation et netoyement des immundices estans emmy les rues, lavement et expurgation des cloaques et sentines de ceste ville » (A Diana, 41^FC13, n°10b). On y déverse cependant aucun immondice, ses eaux sont uniquement dérivées pour purger les rues et retourner au Vizézy. Aussi, le cours de la rivière est-il un égout à ciel ouvert bien distinct et en aval du béal.

Le Vizézy entre dans le bourg par la porte des Chaînes, puis « passe par le millieu et au meilleur de la ville sur laquelle y a maisons et quatre pontz, les latrines desquelles maisons sont respondantes sur ladicte riviere et les immundices evacues par les eaux passans par ladicte riviere et non par aultres canaulz » (A Diana, 41^FC13, n°8). On voit ainsi sur la vignette de l'Armorial de Revel que le Vizézy franchit les douves via un aqueduc afin de ne pas déverser ses eaux souillées dans celles-ci (

Figure 5c).

L'entretien du béal incombe aux consuls de Montbrison (A Diana, 41^FC13, n°1) qui donnent « ordre de faire nectoyer le beal des arches et faire courrir l'eau ». Ils n'hésitent pas à

⁷ En 1473, Mathieu Geoffroy est autorisé à une prise d'eau pour les services d'un bassin à poisson. Les eaux proviennent *a ripparia Visiesie et labentium infra villam Montisbrisonis medio seu conducte bealis seu alvei existentis infra dictam villam quo dicte aque fluunt et labuntur a molendino Roer Claudii Baronati et intrant dictam villam per foramen seu conductum existens in turri quadam existens in clausura dicte ville Montisbrisonis et inde fluunt per dictum beale seu alveum usque ad magnam carrieram Cordoanerie ipsius ville, et etiam prisiam aquarum descenditum in carrieria publica nuncupata carrieria Prati Comtal in quocumque loco descendant et labantur pro replendo ponendo et conducendo in quadam piscatura dicti Mathei quem facere entendit...* (A Diana, 41^FC13, n°11f).

poursuivre en justice si une prise d'eau est faite illégalement ou si des immondices sont jetées dans le canal.

La ville traversée, le béal dispense ensuite ses eaux « au dessoubz le chastel au fosse de Saint Jehan » en passant à travers les murailles par un simple trou (A Diana, 41^FC13, n° 10b et 16). Le prieur de Savigneux obtient en 1463 le droit de prendre l'eau des fossés (*aqua fossatorum castris Montisbrisonis*), de la conduire par un canal (*tonitum sive conductum*) pour l'arrosage d'un pré situé à Savigneux *juxta magnum iter* (A Diana, 41^FC13, n°11 ; **Figure 7, n°9**). Le béal se prolonge donc hors la ville, au nord-est, pour se déverser probablement 350 mètres plus loin dans le Furent qui alimente le ruisseau de Curcieux.

Aucune mention n'est faite au Moyen Âge de fontaine ou de bassin public destinés à abreuver les Montbrisonnais. « Depuis trois siècles la ville de Montbrison avait deux fontaines alimentées par le prolongement du bief de M. Bruyas [bief des Meuniers] » écrit-on cependant en 1847 (AM Montbrison, 4^W96). Plusieurs textes permettent de localiser ces deux ouvrages sur les places Saint-André et Saint-Pierre⁸ (**Figure 7, n°5**). Aujourd'hui disparues, elles sont décrites « de style gothique et d'une forme presque monumentale », mais leur datation demeure obscure. On peut présumer qu'à l'exception de ces deux ouvrages publics, les Montbrisonnais possèdent des puits privés ou se servent en eau dans leur concession ou directement dans le canal (**Figure 6**).

⁸ Elles sont localisées place de la Salpêtrerie et de la Boucherie en 1794 (AM Montbrison, 1^D3) et place Saint-André et Saint-Pierre en 1866 (Délibération 1866). L'église Saint-André est affectée à une fabrique de Salpêtre en 1792 (AM Montbrison, 1^D3) ce qui correspond à la localisation de 1866. Cet emplacement est confirmé par un plan de 1776 (**Figure 6**). La seconde fontaine localisée place Saint-Pierre correspond bien à l'ancienne boucherie médiévale. La boucherie sera transférée en 1807 à l'emplacement de l'église Saint-André démolie (AD Loire, ^O 512).

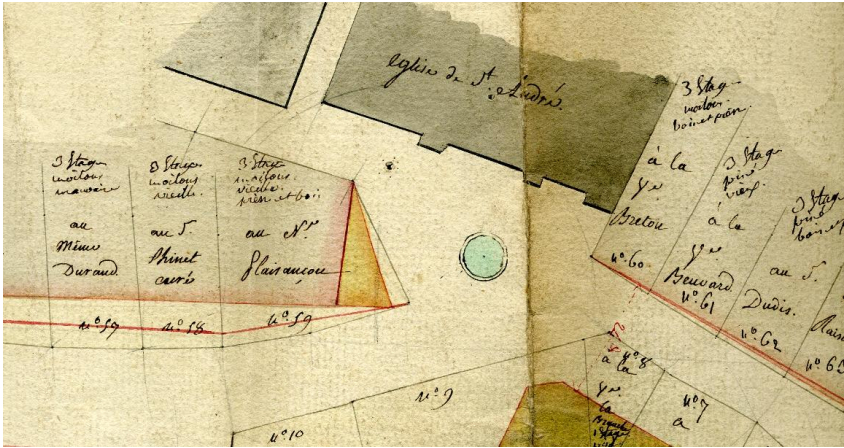
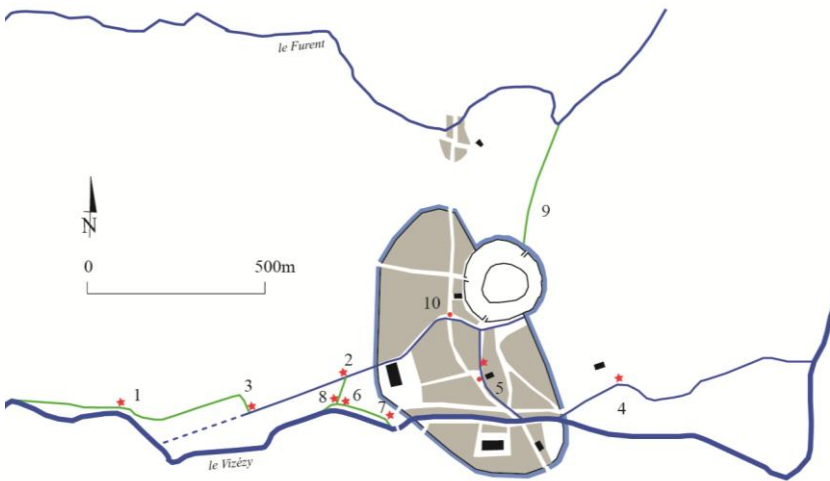


Figure 6 : la fontaine de la place Saint-André sur un plan de 1775 (A Diana, CGeo143).



En pointillé : proposition de restitution du réseau hydraulique antérieur XV^e siècle
 En vert : modifications du réseau hydraulique XV^e siècle
 En gris : îlots urbains En noir : églises

- | | |
|---|--|
| 1- moulin de la Roche, Estiallet (1439) | 6- moulin Roery (1461) |
| 2- moulin Rouge (1361) | 7- moulin des Chaînes |
| 3- moulin de Beauregard (1361) | 8- é mouloir Troton (1425), Janin puis Robertet (1493) |
| 4- moulin de la Commanderie (1181) | 9- bief du prieur de Savigneux (1463) |
| 5- moulin «derrière l'église Saint-André» (1315), fontaine, emplacements suposés. | 10- fontaine Saint-Pierre |

Figure 7: le réseau hydraulique à Montbrison aux XV^e et XVI^e siècles (C. Mathevo).

2. ÉPOQUE MODERNE (XVI^E-XVIII^E SIECLES) – PERENNITE ET DEVELOPPEMENT DU RESEAU HYDRAULIQUE

Il faut attendre le XVI^e siècle pour que le grand ouvrage hydraulique urbain soit nommé *Béal des Arches* ou *Canard* (A Diana, 41^FC13, n°16). On le rebaptisera au XIX^e siècle *Béal des Meuniers* en référence aux nombreuses usines installées en amont du canal.

Le parcours du béal a une nouvelle fois été étendu en amont entre le XV^e et le XIX^e siècle. La prise d'eau du pont de la Guillanche réalisée au XV^e siècle ne correspond pas à celle représentée sur la carte de 1776 (A Diana, 41^FC13, n°21 ; **Figure 4**). Elle se situe bien en amont. Elle est représentée sur le cadastre napoléonien de 1809 à l'actuel lieu-dit Chez le Gras, en vis-à-vis du retour du bief du même nom (AD Loire, 1682^{VT}12_33, section C). Cette extension permet l'installation de deux nouveaux moulins : les moulins des Prés et de la Blanchisserie. Le tracé urbain du béal n'est pas figuré sur les plans des XVIII^e et XIX^e siècles auxquels nous avons accès. Son parcours est probablement souterrain, car il continue à alimenter les deux seules fontaines publiques.

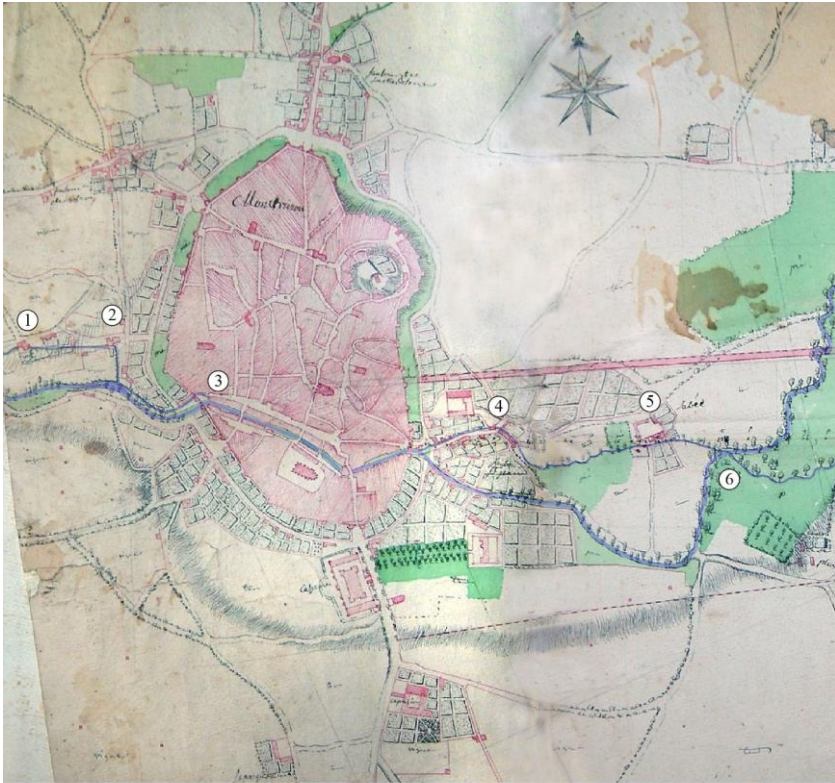
À l'est du bourg, le bief de la commanderie n'a que peu évolué. On remarque toutefois l'apparition du domaine de Labbé à 300 mètres à l'ouest du clos des Hospitaliers. À la fin du XVI^e siècle, le capitaine Jean de Paultrieu, anobli en 1597, y établit sa demeure (A Diana, 1^E4, n°045). Une politique audacieuse d'achat de terres lui permet de constituer un domaine en quelques décennies. Un château est établi en 1641 comprenant un corps d'habitation à étage et galerie, une ancienne tour carrée et des bâtiments agricoles : porcherie, étable et grange, cellier, fenières et un moulin (A Diana, 1^E4, n°680 et fonds des Cordeliers, classeur n°11 ; **Figure 8, n°5**).

Le bief des Chaînes et ses deux moulins subissent quant à eux d'importantes transformations. Le moulin Chassaing est devenu propriété de l'Hôtel-Dieu au début du XVI^e siècle. En 1537, son peu de débit conduit le recteur à le transférer sur les douves urbaines orientales, juste en amont du bief de la

Commanderie.⁹ Le moulin des Chaînes est quant à lui toujours établi sur le même bief. Il est aux mains de la famille Bourdellon qui y moule seigle et froment en 1558. Il s'agit d'un petit domaine comprenant une maison et une étable (A Diana, 41^FC13 n°3). En 1589, « à cause des troubles du royaume », Regnaud Bourdellon, alors consul de Montbrison, fait détruire son moulin et le rebâti à l'intérieur de l'enceinte urbaine. Il fait percer la muraille et fait passer l'eau du bief dans les fossés de la ville, propriété des Cordeliers, alors en étang (AD Loire, fonds des cordeliers, liasse 2, n°6). Faute d'entretien, le béal est en déshérence et le nouveau moulin *intra muros* peine à fonctionner dès le XVII^e siècle (AD Loire, fonds des Cordeliers, liasse 6, n°15, liasse 16, n°44).

Ces moulins sont souvent le centre de petits domaines aux mains de notables montbrisonnais, comme les Robertet ou les Papon qui possèdent le moulin Rouge au XVI^e siècle (A Diana, 41^FC13, n°6, 12, 16). En 1717, ce domaine consiste en « deux moulins, l'un à froment et l'autre à seigle, un battoir à chanvre, établetries, chenevier proche d'une cartonnée et demie, un pasquier placé et aisances » (A Diana, 41^FC13, n°19). En 1776 sont évoqués deux arches à poissons en bois en bas du béal du moulin d'Estiallet-le-Bas et « pré, pasquier, broussailles, appartenances et dépendances, cours, prises d'eau, écluse et béal, le tout contenant environ 15 métrées [1,5 hectare environ] avec des moulins a moudre bled et battre chanvre ... » (AD Loire, Cordeliers, liasse 10, n°53). L'activité principale de ces petits domaines ne semble guère dépasser le cadre domestique et demeure centrée sur la mouture de céréales, le battage du chanvre et accessoirement la pisciculture ou l'aiguisage des couteaux.

⁹ En 1557, échoit finalement à Pierre Philippon ce « molin a bled froment et seigle et une meule a chanvre situé au fosses de ladite ville du costé de la commanderye de saint Jehan des pres dudit Montbrison joigant lesdit meurs de la ville de soir, le chemin passant sur lesdit foussez de matin et les deux fossez dont ledit molin est entre deulx de bize et vent » (A Diana, 41^FC13, n°11d). Le moulin disparaît avec les fossés urbains au début du XIX^e siècle.



- | | |
|------------------------|---|
| 1 : moulin de Beaugard | 4 : moulin de la Commanderie |
| 2 : moulin Rouge | 5 : moulin de Labbé |
| 3 : moulin des Chaînes | 6 : prise d'eau de l'étang de Savigneux |

Figure 8 : les moulins aux abords de Montbrison en 1775 (A Diana, 1^c09).

3. INDUSTRIALISATION ET HYGIENISME AU XIX^E SIECLE – TRANSFORMATIONS RADICALES DU RESEAU HYDRAULIQUE

3.1. Le développement industriel

L'essor industriel du début du XIX^e siècle impacte l'activité meunière sur le Vizézy : « Il n'y avait autrefois sur le Vizézy que de pauvres meuniers allant solliciter avec un âne le grain à domicile, aujourd'hui, ce sont des négociants disposant

d'assez grands capitaux qui font des achats considérables et alimentent Saint-Étienne des blés de la plaine » (AM Montbrison, 4^W26). En 1838, sur les 47 moulins recensés sur le Vizézy, 17 sont établis sur la commune de Montbrison et la plupart sur le béal des Meuniers (16 moulins à grain, 1 pour la forge et 3 établissements de bains) (AD Loire, 7^S5).

En 1870, on constate le quasi-abandon des moulins situés en amont de Montbrison. « Plusieurs de ces barrages et de ces moulins ainsi construits jadis sont actuellement en ruine ou abandonnés, surtout dans la partie supérieure du bassin où ces établissements étaient d'un accès très difficile, périlleux même. Mais à mesure qu'on descend dans la vallée, on rencontre des chemins qui vont en s'améliorant et des localités de plus en plus riches. Aussi voit-on dans les parties inférieures du bassin les usines devenir de plus en plus prospères et leurs propriétaires y apporter des perfectionnements successifs afin de mieux utiliser les forces naturelles qu'ils ont à leur portée d'une manière si commode et si économique. » (AD Loire, 7^S331).

Les moulins montbrisonnais connaissent des améliorations significatives, notamment avec l'introduction de mécanismes plus performants, tels que les roues à aubes modernisées ou les turbines hydrauliques. Ces innovations permettent d'augmenter la capacité de production et de diversifier les usages (minoteries à grande échelle). Ce choix technique reflète une volonté d'intégration dans le réseau économique régional, notamment pour alimenter le bassin industriel stéphanois. Cependant, cette modernisation n'est pas sans coût : elle nécessite des investissements considérables pour adapter les infrastructures existantes. Seuls les propriétaires les plus aisés parviennent à tirer parti de ces transformations, tandis que les petits meuniers en amont du Vizézy peinent à suivre.

Voici un tour d'horizon synthétique du destin des principaux moulins du béal des Meuniers et de la Commanderie d'amont en aval.

Les moulins de la Blanchisserie ou Randin

Ils apparaissent pour la première fois sur le plan de 1776 (**Figure 4**), mais leur origine n'est pas connue. Dans un

document de 1847, M. Bruyas propriétaire du moulin de la Blanchisserie, évoque l'histoire de sa propriété familiale. En 1808, il n'y avait qu'un moulin à chanvre et des fouloirs. Joseph de Montgolfier serait venu voir les chutes de la Blanchisserie « dans l'intention d'y faire un grand établissement industriel », mais dû renoncer (AM Montbrison, 4^W96). En 1824, M. Bruyas rachète les moulins voisins pour y établir une tuilerie avec « rouleaux, presses, cylindre, chaudière », le tout sur une propriété de deux hectares. En 1838, « sont encore trois chutes d'eau faisant mouvoir plusieurs tournants de moulins et quatre grandes roues et sceaux » (AM Montbrison, 4^W96). Les anciens moulins de la Blanchisserie ont aujourd'hui complètement disparu, rasés pour établir la Clinique nouvelle du Forez en 1965. Seules sont encore visibles les chutes d'eau en amont de la propriété.

Les moulins de La Marche ou d'Estialet-le-Haut

L'origine de ces moulins est tout aussi obscure. En 1838 Antoine Archer est propriétaire des « moulins situés au lieu d'Estialet le Haut où existent des chutes d'eau faisant mouvoir quatre tournants à sceau ». En 1855, Antoine Maillon prend possession des moulins qu'il fait alors raser pour construire un unique bâtiment sur quatre étages. Le mécanisme, « à l'anglaise » permet de moudre jusqu'à dix tonnes de farines par jour destinées essentiellement à nourrir les ouvriers du bassin stéphanois alors en plein essor industriel. L'approvisionnement en blé se fait depuis la Limagne ou même de Marseille ! Cette entreprise familiale prospère et rachète le moulin de Vauberet (plus en amont) puis fait établir une minoterie en face de la gare de Montbrison (Pouilly 2019).



Figure 9 : le moulin d'Estiallet-le-Haut sur en-tête de factures de 1870 et 1892 (d'après Pouilly 2019) et bâtiment actuel (C. Mathevo) .

Le moulin d'Estiallet-le-Haut est aujourd'hui transformé en un ensemble de logements dont il subsiste peu de vestiges liés à l'activité hydraulique (**Figure 9**). En amont du bâtiment, une chute d'eau de plusieurs mètres est encore visible.

Le moulin de la Roche ou d'Estiallet-le-Bas

En 1838, la veuve Broy est propriétaire des « moulins situés au Lieu d'Estialet le bas où il existe une chute d'eau faisant mouvoir trois tournans de moulins à eau ». Le moulin d'Estiallet-le-Bas est aujourd'hui un grand bâtiment barlong de 4 étages probablement érigé durant la seconde moitié du XIX^e

siècle (**Figure 10**). Une grande serve (16 x 8 m) est aménagée contre le moulin. Elle permet de s'affranchir temporairement des baisses de débit du bief. L'intérieur du bâtiment est aménagé par le propriétaire actuel en petit musée qui expose entre autres les mécanismes de l'usine encore parfaitement conservés (roues, poulies, corroies, entonnoir, etc.).



Figure 10 : le moulin d'Estiallet au début du XX^e siècle (carte postale, Ed. La Diana).

Le moulin de Beauregard

Attesté dès 1361 et peut-être encore plus ancien, le moulin est en activité au fil des siècles. Au XVII^e siècle, le sieur de Beauregard, bourgeois de Montbrison « confesse tenir une pêchoire contenant environ une cartonnée située dans le clos dudit sieur Bérard appelé de Beauregard... joignant au chemin tendant de la porte de la Croix aux moulins d'Estiallet appelé de la Roche de vent [...] le chemin tendant de chemin appelé moulin Rouge au faubourg de la Croix dudit Montbrison entre deux de matin » (A Diana, 16^H7, f°171). En 1838, un certain Sachon est fermier « des moulins de M. de Soutraït, situés au

lieu de Beaugard, où existaient, il y a dix ans, deux chutes d'eau faisant mouvoir trois tournans de moulin à sceau » (AM Montbrison, 4^W96). En 1863, Felix Pagnon procède à des agrandissements et construit le bâtiment visible actuellement. En 1870, il installe une chaudière à vapeur, le débit d'eau étant insuffisant pour alimenter sa minoterie (AD Loire, 5^M181).

Une soierie et une malterie à Beugard

Au début du XX^e siècle, deux usines sont établies aux environs de Beaugard. L'usine Derungs, manufacture de tissage de soie, est alimentée par un bief souterrain dérivé du bief des moulins (AD Loire, 7^S331 ; **Figure 11a**). Les bâtiments ont été détruits pour construire l'actuel collège Mario Meunier. Sur l'autre rive du Vizézy, s'est installée une malterie avec son bief appartenant à messieurs François et Rey. L'aménagement est plus ancien ; le cadastre de 1809 figure à cet emplacement « Le petit moulin » (AD Loire, 1682^{VT}12- 33), propriété de Georges Guinasse. La malterie a fait place à des logements sociaux du même nom. Le barrage et le bief sont encore bien conservés (**Figure 11b et c**).

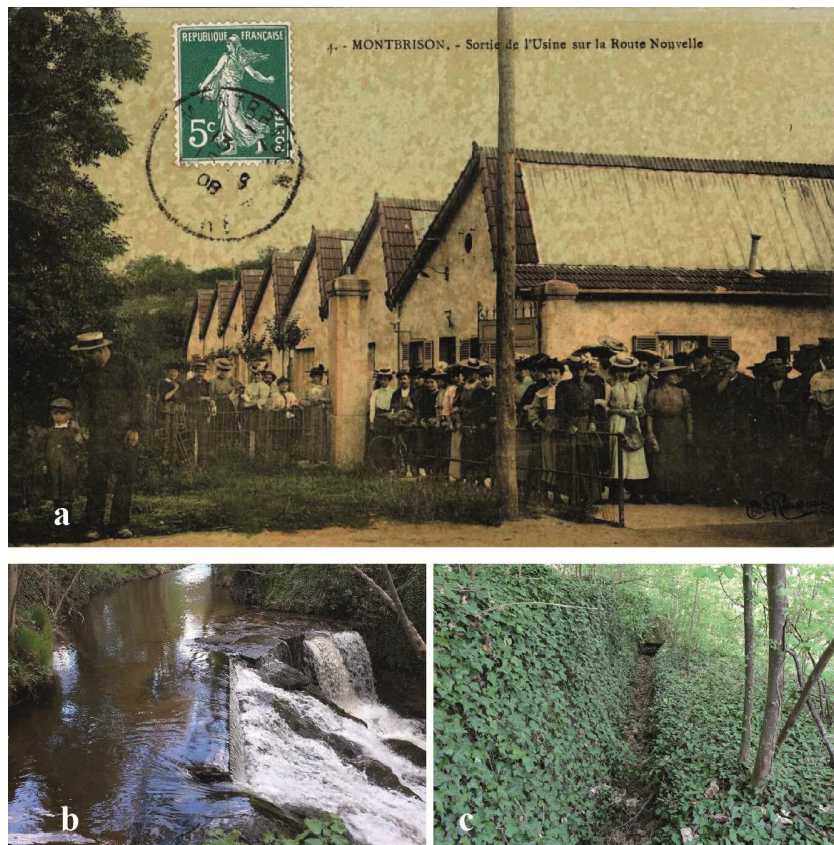


Figure 11 : l'usine Derungs (a) et le bief (c) et le barrage (b) de la Malterie au début du XX^e siècle (AD Loire, 7S331, coll. privé et clichés C. Mathevot).

Le moulin Rouge

Au début du XIX^e siècle, une activité dédiée aux bains se concentre autour du moulin Rouge (AM Montbrison, 4^W96). En 1809, on y moule toujours du grain, mais le propriétaire, Jean-Marie Plasse, crée des bains (**Figure 12, n°2**). A quelques dizaines de mètres au sud-est, deux autres établissements similaires sont signalés aux mains des sieurs Laroche et Ferblandier. Ils sont alimentés par le bief des Chaînes (**Figure**

12, n°3 et 4)¹⁰. L'un des établissements de bain sera converti en lavoir public avant 1884 (**Figure 12, n°3**).



Figure 12: cadastre de 1809 et le quartier des bains autour du moulin Rouge (AD Loire, 16VT, 12-33) ; 1 - moulin Rouge, 2 - bains, 3- bains puis lavoir public, 4- bains, 5- source de la Fontfort.

En rive droite du Vizézy, juste en face, l'accès à une source d'eau minérale (la Fontfort) se fait par un petit édicule visible dès 1809 (**Figure 12, n°5**). Cette source d'eau ferrugineuse est déjà bien connue en 1779 et elle est dotée d'une fontaine. L'on vante alors ses vertus « toniques, apéritives et laxatives » (Laprade 1778). Un kiosque sera bâti en 1878 et le quai se dénommera dès lors Quai des eaux minérales.

¹⁰ Il faut attendre 1876 pour que la municipalité envisage la création de bains publics à Estiallet (AM Montbrison, 22^W), puis de bains-douches publics en 1934, rue des Arches (AM Montbrison, 253^W2).

Les réfections modernes du moulin Rouge rendent aujourd'hui méconnaissables les bâtiments anciens. Aucun aménagement hydraulique ne s'observe, si ce n'est le bief de fuite encore en eau qui sert aujourd'hui d'exutoire au béal des Meuniers.

Le moulin des Chaînes

Restauré au XVIII^e siècle, il est doté en 1838 de « quatre tournans à sceaux, dont trois à grain et une pour meule à chanvre » (AM Montbrison, 4^W96). L'imprimerie Cerisier s'y établit en 1880 (AD Loire, 150^J). En 2006, l'édifice est transformé en local commercial. Le sous-sol conserve le mécanisme d'entraînement du moulin. Les maçonneries du barrage sont encore conservées et il reste une partie du bief. L'échappoir, encore usité au début du XX^e siècle, est aujourd'hui comblé (**Figure 13**).

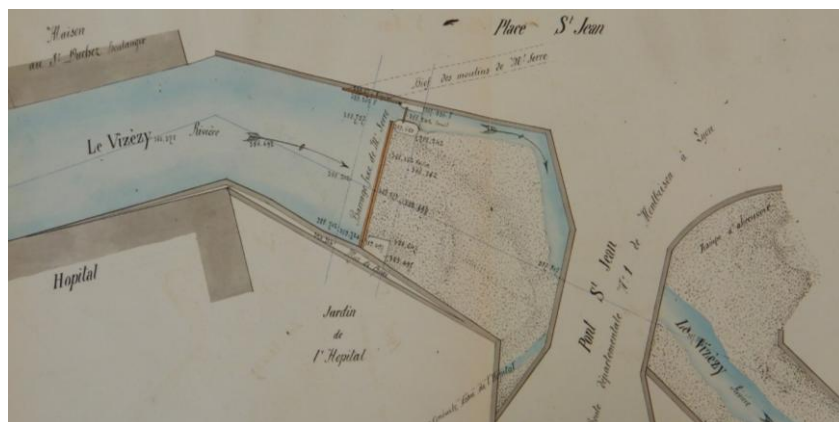


Figure 13: le moulin des Chaînes : restes du barrage et du bief, mécanisme et façade arrière avec son échappoir en 1911 (A Diana, Brassart 748).

Les usines du bief de la Commanderie

Après la Révolution et la confiscation des biens des congrégations, les moulins deviennent privés. Une fois les douves médiévales comblées pour aménager un boulevard urbain, le béal devient souterrain.

Un barrage en pierre est construit en 1834 en amont du pont Saint-Jean pour alimenter la prise d'eau (**Figure 14**). Quelques années plus tard, Benoit Serre devient propriétaire des moulins de la Commanderie et de Labbé « mis en mouvement par l'eau, mais aussi la vapeur ». Le 17 octobre 1846, une crue du Vizézy emporte le barrage, obligeant à des travaux de rénovation. Les riverains s'insurgent alors contre cette tentative de reconstruction qui bloque les immondices de toute la ville au niveau des Hospices, « ce qui a occasionné il y a quelques années une maladie contagieuse au régiment en garnison où beaucoup de soldats tombaient malades et sitôt à l'hôpital ils succombaient, des inspecteurs de Paris furent envoyés pour visiter ledit établissement, après avoir examiné ils virent un dépôt d'immondices qui stationnaient au-dessus dudit barrage...» (AD Loire, 7^S331). Un nouveau barrage est pourtant reconstruit en 1852 avec un seuil fixe en pierre de taille et un mécanisme mobile à fermettes avec aiguilles.



transformé en usine de tissage, puis est occupé par les célèbres ateliers Brillie en 1916 qui produisent ici des pièces d'armement, puis des horloges jusqu'à la fin du XX^e siècle.

Il ne reste aujourd'hui plus rien des moulins de la Commanderie ou de Labbé, des abattoirs et des locaux industriels Brillie. Seuls subsistent l'ancien barrage et le départ du bief (**Figure 16**).



Figure 16 : vue du barrage et de l'entrée du bief depuis l'amont du pont Saint-Jean (C. Mathevot).

3.2. Politique publique et déploiement réseau d'eau potable dans la ville

Outre les deux fontaines qui existent probablement depuis le XV^e ou le XVI^e siècle, l'accès à l'eau est un privilège réservé à quelques institutions qui obtiennent un droit de prise d'eau au fil des siècles. En 1614, les Cordeliers se plaignent d'être obligés d'aller chercher l'eau à la rivière, en dehors de leur clos. Ils obtiennent des notables de la ville la permission de prendre l'eau au béal urbain qui passe devant le couvent (AD

Loire, Cordeliers liasse 13 n°6). Le procès-verbal d'un incendie qui ravage leur couvent en 1643 nous apprend qu'ils ont pu aménager une fontaine dans leur cour et un grand bassin dans leur jardin (Broutin 1874, p. 246). L' Hospice des pauvres créé en 1659 (juste au nord du clos des Cordeliers) obtient également le droit de prendre de l'eau en 1662 pour y « faire un réservoir d'eau coulante pour laver la lessive et y puiser de l'eau pour les autres usages de la maison » (AD Loire, Fonds des Cordeliers, liasse 13, n°27). Ce sont sans doute là les seuls privilèges au XVII^e siècle. On se préoccupe cependant toujours de la qualité de l'eau. Une ordonnance de 1669 interdit la trempe du chanvre en amont de la ville et régleme les rejets faits par les bouchers (AD Loire, ^B2279, f°192). C'est le premier acte de réglementation qui impacte l'ensemble du cours du Vizézy.

3.2.1. Le timide déploiement du réseau d'eau potable dans la ville (1802-1810)

En 1794, les deux fontaines urbaines nécessitent de lourdes réparations afin d'abreuver les 5 000 habitants de Montbrison. Les travaux sont adjudiqués à un charpentier, « afin qu'elle puisse fournir sans interruption l'eau accoutumée fluant par les petits canaux placés autour de chacune desdites fontaines » (AM Montbrison, 1^D1). Le charpentier devra « remplacer les corps ou canaux de bois qui seront nécessaires... mettre des portes ferrières et serrures qui conviendraient pour fermer l'endroit où sont placés les robinets ». Les travaux tardent, car le coût des matériaux est élevé et hors de portée du charpentier. En avril 1795, la municipalité charge « le citoyen Gabiot l'aîné, architecte à Saint-Étienne » de fournir un devis, mais des réparations sommaires ne seront finalement réalisées qu'en août 1799 (AM Montbrison, 1^D5).

Au commencement du XIX^e siècle, Montbrison fait assez piètre figure. La ville « est mal bâtie, ses rues sont mal percées, des maisons basses et étroites lui donnent un aspect pauvre, les murailles qui l'entouraient jadis, les fossés infects dont elle était cernée rendaient son séjour aussi malsain que peu agréable. »

(Duplessy 1818, p. 239). L'ouverture de plusieurs rues et de larges boulevards transforment petit à petit la ville, mais la capitale forézienne se révèle peu attractive et l'industrie ne s'y développe pratiquement pas. « Ville du passé, de rentiers et de vieille bourgeoisie », Montbrison conserve un caractère rural marqué (Epinat 1929 : 714).

Grâce à l'influence de son maire, Jean-Claude Lachèze (1774-1841), la ville obtient une subvention conséquente du gouvernement pour revoir complètement l'approvisionnement en eau de Montbrison (**Figure 17**).



Figure 17: buste de J.C. Lachèze maire de Montbrison de 1801 à 1812 (Mairie de Montbrison).

Le 20 août 1802, la préfecture autorise la municipalité à lancer les travaux. Une adjudication est lancée, mais ne trouve pas preneur. Le 7 octobre de la même année, la municipalité compose de gré à gré avec le citoyen Costallin, fontainier de Roanne qui aura neuf mois pour réaliser les travaux, moyennant

30 000 francs (AM Montbrison, 1^D7). Le cahier des charges est précis :

« La nouvelle prise d'eau sera établie au-dessus du réservoir supérieur du moulin Chaland [de la Blanchisserie], à environ deux mètres de laditte maison, ainsi que l'entrepreneur le jugera nécessaire pour pouvoir ménager la pente à deux mètres cinquante centimètres de la prise d'eau. Il sera établi un premier réservoir pour servir d'épuration [le bassin Durant]. À partir de ce premier bassin, les eaux seront conduites dans des bournaux en terre [conduites] depuis l'enclos du Cⁿ le Conte où il sera établi un second réservoir [le bassin Pilmiche] d'où les eaux partiront et seront pareillement conduites en bournau en terre jusqu'à l'angle de la maison de la Charité, ce qui donne une longueur de 1437 mètres et enfin à partir de l'angle de la charité, tous les conduits qui porteront l'eau aux quatre fontaines qui seront établies dans l'intérieur de la ville seront en fonte sur une longueur de 803 mètres, scavoir 257 mètres de la charité à la cuvette qui sera placée près le grand escalier de S^{te} Marie, 123 mètres de l'escalier de S^{te} Marie à la place S^t Pierre, 228 mètres de la place S^t Pierre à la place S^t André, 195 mètres de la place S^t André à celle du Marché. Dans toute la conduite soit en terre, soit en fonte, il sera placé des virebroquains [regards] dans tous les endroits où il sera reconnu en avoir besoin pour pouvoir nettoyer les bournaux avec facilité. L'entrepreneur sera tenu de faire de distance en distance dans l'intérieur de la ville des bournaux qui auront un embranchement d'environ 60 millième de long pour pouvoir soit pour le moment présent, soit pour l'avenir distribuer l'eau à différents particuliers auxquels le droit en sera concédé. En la prise d'eau, on établira deux grilles pour pouvoir arrêter les feuilles et empêcher aux autres corps étrangers l'entrée du réservoir qui sera placé à une toise de la prise d'eau ; ce réservoir sera creusé en terre de 1 metre 30 cent. Sur 2 mètres 60 cent., les murs auront 45 cent. D'épaisseur, la voûte qui le recouvrira à fleur de terre sera aussi de 45 cent. d'épaisseur. Les murs seront recouverts d'un betton. Le second réservoir qui sera établi près du clos des mineurs le Conte aura 1 metre 30 cent. sur 1 metre 30 cent., il sera comme le premier recouvert par une voûte et fermé par des murs bétonnés....Les cuvettes de la place S^t Pierre et près de l'église de S^t André

seront maintenues pour servir aux nouvelles fontaines... l'entrepreneur sera chargé de faire fluer l'eau à hauteur de la colonne qui sera établi... ».

Les travaux débutent, mais tardent à s'achever et les édiles montbrisonnais s'impatientent. On procède alors à plusieurs ajustements eu égard les difficultés techniques rencontrées et les coûts expansifs. En juillet 1803, les conduites en terre cuite prévues entre les deux bassins sont substituées par « une tranchée en maçonnerie avec béton recouverte de pierres plates ». En revanche, la conduite en terre cuite sera doublée entre le second bassin et la Charité afin de pouvoir réparer sans arrêter le flux d'eau.

L'entrepreneur arrive jusqu'à la Charité le 1^{er} décembre 1803. Le maire convoque alors son conseil afin de décider où implanter précisément les fontaines, attendu « que l'on doit avoir pour but d'abreuver les quartiers les plus peuplés et de rapprocher le plus qu'il est possible les fontaines des quartiers habités par des cultivateurs qui en ont le plus grand besoin pour eux et leurs bestiaux » (AM Montbrison, 1^D7). On revoit donc le plan d'installation des fontaines. Celle prévue au pied de l'escalier de l'église Sainte-Marie est supprimée. La première fontaine à partir de la Charité est établie sur la place de la Préfecture. Elle est adossée au mur de clôture de la cour de l'hôtel qui bénéficie d'une prise d'eau « nécessaire au service de la maison du préfet ». La conduite est ensuite prolongée jusqu'à la place Saint-Pierre par la rue des Fontaines et, de là, aux bassins de la place Saint-André et de la place du Marché. Des embranchements sont prévus pour alimenter les faubourgs de la Croix et de la Madeleine dont les fontaines ne seront réalisées qu'en 1809 seulement. Le 21 juin 1804, trois fontaines sont en eau, mais l'on constate que leur approvisionnement n'est pas suffisant. L'on remplace donc les conduites en fonte entre la Charité et la Préfecture par de nouvelles avec un plus gros diamètre...

En février 1805, le conseil municipal de Montbrison s'autofélicite : « Nos fontaines sont achevées, tous les quartiers de la ville sont abreuvés de la meilleure eau » (AM Montbrison 2^W2). En remerciement pour son maire influent, le conseil municipal octroie à J.-C. Lachèze un droit de prise d'eau à titre

gracieux pour abreuver une maison qu'il vient d'acquérir rue du Palais de Justice. Il bénéficie également (et surtout) du droit de prendre le coulant de la fontaine de la Préfecture. Celle-ci débitant nuit et jour 10 litres / minute, cela représente près de 9000 litres d'eau à la journée qui vont alimenter le bassin de son jardin !

Mais tout le monde est loin d'y trouver son compte. La prise d'eau des fontaines est réalisée sur le béal des Meuniers, ce qui n'est pas sans poser un problème aux intéressés qui se voient délestés d'un flux nécessaire pour faire fonctionner leurs usines. Dès le 4 novembre 1804, le sieur Bruyas, propriétaire du moulin de la Blanchisserie, s'y oppose. « Un canal fut fondé à l'une des berges du bief ... et une large et haute pierre placée en travers força l'eau d'y affluer ne laissant plus qu'un filet d'eau aux usines ». De nombreux procès vont ainsi se succéder pendant près de 65 ans jusqu'à ce qu'un accord soit finalement conclu en 1873, attribuant 1 200 litres/minute au service municipal (1 728 m³ d'eau par jour).

Ces oppositions n'empêchent pas la municipalité d'avancer. « Le quartier de la ville entourant la mairie et la partie du boulevard qui l'avoisine se garnissent chaque jour d'habitations et deviennent insensiblement très peuplés ... cette portion est privée néanmoins de l'avantage inappréciable de fontaines dont jouit le reste de la ville, on y est forcé d'aller chercher au loin l'eau potable ou se contenter de celle très impure qui sort des bains ». On décide donc l'aménagement d'une seconde prise d'eau sur le béal des Meunier, à Beauregard, et la création d'une fontaine qui devra traverser la propriété de J.-B. d'Allard (1769-1848). Ce notable forézien, héritier d'une immense fortune, manifeste un grand intérêt à l'opération, car il projette de construire un hôtel particulier avec jardins sur cette parcelle, le futur musée et jardin d'Allard (Ferret 1996). Les travaux d'adduction sont pris en charge par ce dernier qui aménage sur ses terres la prise d'eau sur le béal des Meuniers, un réservoir, une conduite souterraine qui traverse son jardin et arrive jusqu'au boulevard. Il finance également une fontaine « adossée à l'angle de la maison Lafont et absolument semblable à celle construite au bout de la rue de la Madeleine, avec conduite de 41 mm de diamètre » (AM Montbrison 2^W2).

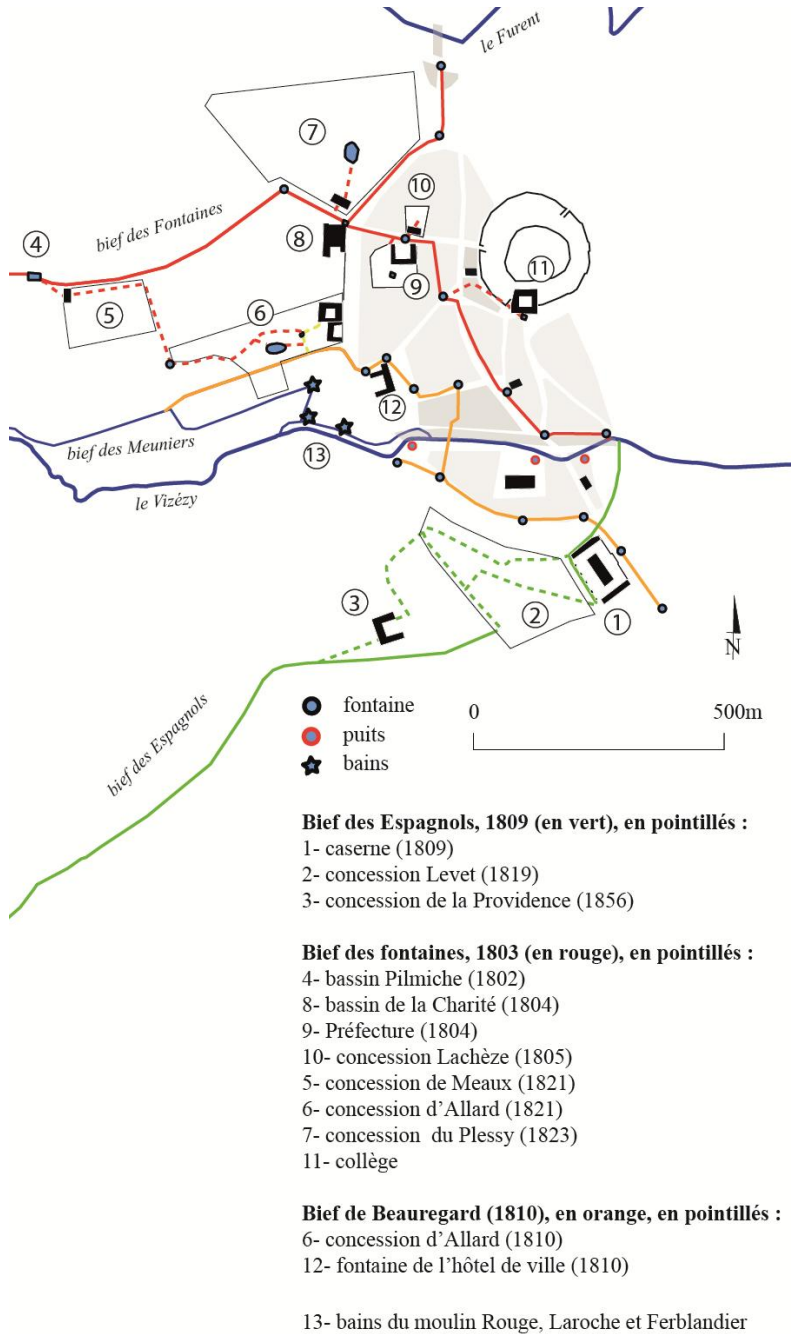


Figure 18: le réseau d'alimentation en eau de Montbrison au XIX^e siècle (C. Mathevot).

3.2.2. *Alimenter la caserne et le sud de la ville, le bief des Espagnols*

Au sud du bourg, un ouvrage hydraulique monumental est créé sous l'impulsion de la ville et du ministère des Armées pour alimenter les casernes de Montbrison où près de 1 600 prisonniers espagnols sont captifs entre 1809 et 1814 (Chambon 1993). La municipalité qui craint une épidémie ravageuse lance dès 1809 une souscription auprès de ses habitants pour financer l'opération (AM Montbrison, 4^W561). Le ministère de la guerre réquisitionne de son côté plusieurs centaines de prisonniers pour effectuer les travaux durant le mois d'août 1809. L'ouvrage, réalisé en à peine un mois, est monumental : il court sur 5,5 km avec un canal de 0,5 m de profondeur sur 0,8 m de large (**Figure 1**). Il dérive les eaux du Cotayet (**Figure 19**) et traverse les communes d'Ecotay et de Bard pour desservir la caserne de Montbrison, puis déverse les immondices dans le Vizézy, juste en amont du pont Saint-Jean (**Figure 24**).

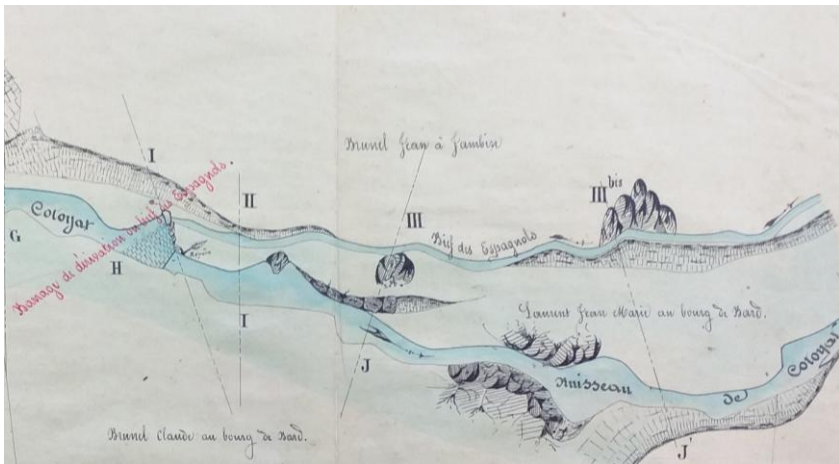


Figure 19 : prise d'eau du béal des Espagnols en 1858 (AD Loire, 7^S318).

La propriété du béal des Espagnols est très vite disputée entre le Ministère et la ville qui y voit le moyen d'alimenter la rive droite du bourg. Le différent ne sera jamais éteint et la gestion conjointe. Comme sur le béal des Meuniers, des

concessions sont accordées à des particuliers pour utiliser le surplus des eaux. En 1819, la course du canal est modifiée pour traverser le parc de M. Levet, membre du conseil municipal, qui obtient la jouissance de 1/5 du flux (**Figure 20**).

En 1844, le comte Georges de Soultrait (1822-1888) est autorisé à établir une prise d'eau pour un moulin à blé dans sa propriété de la Thuillière à Vinols, moulin déjà bâti et qui est en usage depuis 1837. En 1850, le sieur Palais obtient une concession de prise d'eau pour un moulin à huile. Enfin, en 1856, la maison de la Providence, nouvellement créée à Rigaud, est autorisée à dériver 30 hectolitres par jour pour le confort de ses pensionnaires (AM Montbrison, 1^D15).



Figure 20 : prises d'eau de la Providence et de la propriété Levet sur le bief des Espagnols et arrivée à la caserne en 1860 (AD Loire, 7S318).

Ces privilégiés ne sont pas les seuls bénéficiaires des eaux du bief des Espagnols. Une enquête de 1874 permet de constater la présence de nombreux barrages en pierre sèche ou fossés illicites alimentant des bassins privés (AM Montbrison, 4^W561). Sur les 126 litres/seconde captés à la prise d'eau, seulement 11 litres arrivent à la caserne... Ces détournements et concessions ne permettent donc pas d'alimenter en eau potable le sud de la ville comme il était envisagé à l'origine.

Le béal est délaissé à l'orée du XX^e siècle. Sa prise d'eau est abandonnée dans les années 1960 et son parcours totalement gommé par l'urbanisation. La caserne est quant à elle détruite en

1980 et les moulins en amont remplacés par des lotissements pavillonnaires. Le barrage a également disparu. Il ne subsiste aujourd'hui qu'une section de bief près de la prise d'eau. Elle est entièrement à sec et végétalisée. Nous avons pu la suivre sur une centaine de mètres dans une parcelle boisée avant qu'elle ne s'efface plus en aval dans une pâture.

3.2.3. Un réseau sous-développé et une population en souffrance (1820-1850)

En 1810, outre la Charité et la Préfecture, seuls J.-B. d'Allard et J.-C. Lachèze possèdent des concessions de prise d'eau à titre privé plus ou moins gracieuses sur le béal des Meuniers. Ce phénomène va aller croissant. En 1819 et 1821, M. Levet, d'Allard, de Meaux obtiennent des concessions. En 1823 est encore accordée à M. Duplessy une prise d'eau dérivée de la fontaine de la Croix et l'eau qui s'échappe de l'aqueduc des fontaines. Ces prélèvements sont considérables. Des mesures réalisées en 1872 estiment que la dérivation de la Blanchisserie prélève sur le Vizézy un débit moyen de 4,5 litres/seconde pour finalement ne plus fournir que 2,5 litres/seconde à la ville (AM Montbrison, 4^W95).

Ces concessions à des notables ou à des élus municipaux révèlent le caractère élitaire de l'accès à l'eau. Mais bientôt, la population montbrisonnaise qui atteint 8 000 habitants en 1850, va également revendiquer cet accès. Ce pic démographique (dû au dynamisme commercial et au rôle de capitale administrative) soulève des problèmes d'urbanisme et au premier plan, celui de l'approvisionnement en eau. Le réseau hydraulique n'est évidemment pas à la hauteur. Dès 1821, l'oxydation des canalisations est telle qu'elle bouche le flux d'eau. « Les quartiers les plus peuplés éprouvent dans cette circonstance une privation pénible pour l'usage domestique et sont obligés à des courses éloignées pour se servir de l'eau des deux seules fontaines qui en fournissent aujourd'hui » (AM Montbrison, 1^D8). Le remplacement des canalisations est effectué et une prolongation de l'aqueduc de la Blanchisserie est réalisée petit à petit depuis la place Saint-Pierre. Dans les années 1820-1830, on

abreuve progressivement de nouvelles fontaines. Après celles de la Préfecture (1804), de la place Saint-Pierre (1804), du boulevard et du faubourg de la Madeleine (1809), du faubourg de la Croix (1809), de nouvelles fontaines sont érigées sur la place du Marché (1821) et de la Boucherie (1821) et dans la rue Saint-Jean (1832). La prise d'eau de Beauregard est également dotée d'une seconde fontaine après celle de la Mairie (1810) (**Figure 18**).

En 1847, on dénombre treize fontaines (AM Montbrison, 4^W96). Trois établissements à vocation publique bénéficient d'une arrivée d'eau privative, d'un réservoir ou d'un bassin : la Préfecture, la Charité et le Séminaire (1835). Enfin quatre notables montbrisonnais bénéficient d'une concession : J.-C. Lachèze, pour service rendu ; messieurs J.-B. d'Allard, du Plessy et de Meaux dont les domaines de plusieurs hectares donnent sur les tout nouveaux boulevards urbains et dont les terres sont traversées ou longées par l'aqueduc des fontaines.

L'eau n'arrive pas encore jusqu'au quartier du Calvaire où se trouvent le Palais de Justice, les prisons et la Gendarmerie. Les quartiers au sud du Vizézy sont eux aussi dépourvus. On signale bien une pompe dans le cloître Notre-Dame qui va puiser les eaux malsaines du Vizézy (AM Montbrison, 1^D14). La rivière sert toujours d'égout depuis le Moyen Âge, et, quand l'eau stagne à cause d'une sécheresse, elle crée des émanations nauséabondes et peu hygiéniques. C'est le cas en 1840, date à laquelle défense est alors faite pendant un temps aux riverains du Vizézy de prélever de l'eau en amont de la ville pour irriguer leurs champs (AM Montbrison, 1^D11).

3.2.4. Vers un accès à l'eau pour tous (1850-1860)

En 1853, une commission municipale est nommée pour travailler sur les « réparations à faire aux fontaines de la ville et aux moyens de les multiplier dans les quartiers qui en sont dépourvus » (AM Montbrison, 1^D14). L'architecte voyer du département fournit un rapport dont le préambule résume toute l'affaire : « il existe peu de villes où la distribution des eaux soit aussi incomplète et aussi mal établie qu'à Montbrison et, cependant, peu de localités ont autant de facilités pour se les

procurer ». L'expert juge que « le système actuel de distribution d'eau est mal établi, incomplet, il exige des réparations incessantes et surtout très importantes ». Les 13 fontaines et 3 pompes ne couvrent pas tous les quartiers et ne suffisent plus aux 8 000 habitants. Les conduites maçonnées sont envahies par la végétation et laissent pénétrer boues et immondices après chaque pluie rendant l'eau impropre à la consommation. Les canalisations enterrées sont obstruées par des dépôts ferrugineux et divers. Il faut repenser totalement distribution et approvisionnement. Le conseil municipal acquiesce (AM Montbrison, 1^D15). L'architecte voyer est sollicité pour trouver des solutions, mais le budget ne suit pas et l'on se contente encore de colmater.

En 1858, la mairie de Montbrison est autorisée par la préfecture à faire la concession d'eau aux particuliers. La mairie se prépare à une diffusion de masse. Elle s'assure dans un premier temps du contrôle de la source d'approvisionnement sur le béal des Meuniers qui lui a valu depuis 50 ans de nombreux procès et une onéreuse compensation financière de 8 000 francs en 1853.

La concentration des activités industrielles sur le Vizézy et les enjeux hygiénistes entraînent des rivalités violentes. Les prises d'eau de la ville captent une part croissante du débit de la rivière au détriment des installations situées en amont. Cette situation exacerbe les tensions entre acteurs locaux : meuniers traditionnels, industriels émergents et municipalité. Ces conflits illustrent des enjeux fondamentaux : la gestion collective d'une ressource limitée dans un contexte de demande croissante et la difficulté à concilier intérêts privés et besoins publics. D'un côté la municipalité tente d'imposer une régulation plus stricte pour garantir un accès équitable à l'eau, de l'autre, les meuniers défendent leurs intérêts en initiant d'interminables et continues procédures judiciaires.

Une convention est signée en 1859 avec les propriétaires des usines de la Blanchisserie afin « d'éviter le caprice d'un propriétaire difficile et peu accommodant créant à la ville de nouveau embarras ». La ville obtient une concession perpétuelle pour prélever 37 à 38 litres /seconde sur le béal, moyennant finance. En vertu de cet accord, la mairie s'autorise à construire

un nouveau barrage plus pérenne. Le réseau d'adduction jusqu'au bassin Durant est également refait à neuf (AM Montbrison, 4^W96).

Les nouveaux et peu nombreux bénéficiaires de l'arrivée de l'eau courante financent intégralement les travaux qui restent onéreux et payent bien évidemment l'eau. En 1860, le sieur Edouard Benoist contracte avec la ville pour deux ans afin d'obtenir deux hectolitres par jour pour alimenter « ses appareils de pisciculture » établis sur la place Saint-Jean. Il s'agit de prendre de l'eau auprès de la fontaine la plus proche et de l'acheminer via des canalisations souterraines jusqu'à un robinet de sûreté alimentant le réservoir privé. Une bascule ou poignée en fer installée dans la fontaine est actionnée uniquement la nuit pour ne rien distraire à la quantité d'eau débitée en journée (AM Montbrison, 4^W96).

3.2.5. Le grand projet d'aménagement des fontaines (1863-1875)

En 1862, sous l'impulsion du nouveau maire Jean-Marie Majoux, une commission est créée pour étudier la question de la reconstruction des fontaines publiques (AM Montbrison, 1^D18). Elle s'est entourée des compétences de Michel Graeff (1812-1884), ingénieur en chef du département depuis 1856. Il vient alors de réaliser les fontaines de la ville Saint-Étienne, comprenant le captage des sources, la construction d'un aqueduc, de réservoirs, du barrage du Gouffre d'Enfer, d'un réseau de conduites dans le centre-ville, de bouches d'arrosage et de 140 bornes-fontaines. Ses compétences reconnues et son engagement politique lui vaudront une éphémère nomination en tant que ministre des Travaux publics en 1877.



Figure 21 : Michel de Graeff en 1888 (dans Auguste Stoecklin, Biographies alsaciennes avec portraits en photographie, série 4, A. Meyer, Colmar, 1884-1890).

Graeff rend un premier rapport en février 1863. Le constat est accablant : débit irrégulier et insuffisant des biefs, eaux souvent impropres à la consommation, 25 bornes-fontaines pour 8 000 habitants, mauvaise répartition de ces dernières dans la ville. Il n'existe aucune filtration, les bassins existants sont sous-dimensionnés et les conduites engorgées. Il est proposé que l'eau soit entièrement dérivée en amont des usines qui la rendre impropre, qu'elle soit filtrée par le sable dans plusieurs chambres, puis conduite dans un grand réservoir où elle pourra finir de décanter et alimenter par pression les points hauts de la ville. La distribution urbaine se fera par des tuyaux en béton de ciment alimentant 13 bornes-fontaines à jet interrompu. Les travaux sont estimés à 72 000 francs. Le conseil municipal approuve et adopte à l'unanimité les propositions de l'ingénieur en août 1864, mais préfère l'usage de conduite en fonte portant désormais le coût à la somme considérable de 100 000 francs

(AM Montbrison, 1^D18). Une adjudication est lancée dans la foulée (**Figure 22**).

Un bassin réservoir d'une contenance de 650 m³ est aménagé à Pierre-à-Chaux en 1866. Mais les travaux sont une nouvelle fois retardés par les meuniers et un budget trop lourd à assumer par la municipalité. Après maintes procédures, les travaux reprennent en 1872 et 1873. Ils comprennent la réalisation d'un ouvrage de prise d'eau à la Blanchisserie (avec bassin de décantation), d'un aqueduc d'amenée d'eau sous le chemin de la Blanchisserie et un second réservoir d'alimentation à Pierre-à-Chaux¹¹ (AM Montbrison, 2^W2 ;**Figure 23**).

¹¹ Il sera encore ajouté en 1897 un troisième réservoir de près de 1 900 m³, portant ainsi le volume d'eau à près de 3 200 m³ (AM Montbrison, 4^W96).

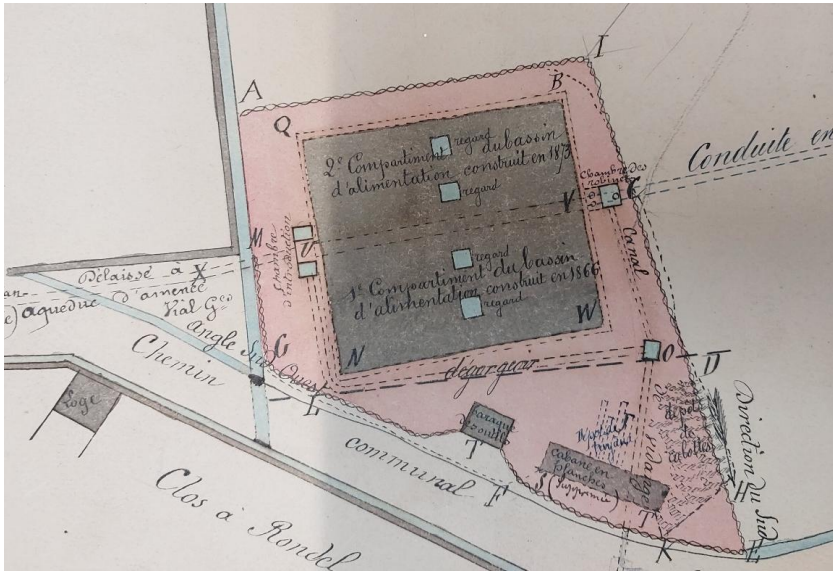


Figure 23 : le bassin de Pierre-à-Chaux en 1873 (AM Montbrison 4^w95 et 96) et sa tuyauterie encore en place de nos jours (cliché C. Mathevoit).

Une seconde tranche de travaux suit en 1874 et 1875 et consiste à distribuer les eaux au centre de la ville. Près de 7 km de canalisations souterraines en fonte sont alors installés avec 82 bouches à incendie, 32 bornes-fontaines, 3 fontaines monumentales ainsi qu'un grand nombre de branchements pour particuliers et établissements publics. En 1875, la dérivation procure aux habitants de la ville un débit confortable et couvre très largement tous les besoins. Malgré un nombre toujours croissant de concessions privées (dont la Compagnie des Dombes et la caserne militaire), moins de la moitié du flux est consommé.

En 1876, on imagine même créer un bassin de natation alimenté par le trop-plein des réservoirs de Pierre-à-Chaux. Les « bains froids » sont alors envisagés comme une mesure d'hygiène pour « conserver ou accroître la santé et la vigueur du corps » et trois gratuits par semaine seraient proposées aux Montbrisonnais (AM Montbrison, 2^W2). On songe également à doter les quartiers les plus peuplés de la ville de six urinoirs publics « en ardoise d'Angers avec écoulement d'eau continu ».

En 1896, Montbrison est dotée de 47 bornes-fontaines, 74 bouches d'incendie, 3 lavoirs publics répartis sur toute la ville et 350 maisons particulières possèdent des branchements alimentés par le réseau municipal (AM Montbrison, 4^W96).

3.2.6. Un nouveau réseau d'égouts pour la ville en 1880

En 1870, sont encore évoquées quatre rues latrinales dont les rejets se déversent soit dans le Vizézy, voire même dans l'ancien béal urbain dont le flux ne pénètre plus la ville (Délibérations 1872). Les habitants des îlots voisins y apportent matières fécales, cendres et détritiques les engorgeant régulièrement. Le Vizézy continue d'être un égout à ciel ouvert qui a le mérite d'emporter les immondices en aval, sauf quand la rivière se tarit en été... Un réseau souterrain est enfin en place en 1880, puis complété progressivement en 1883 et 1898 pour finalement couvrir l'ensemble de la ville (AM Montbrison, 363^W3).

3.2.7. *Prise d'eau et bief des Hospices (1871)*

L'hygiénisme, alors en plein essor, incite également à approvisionner les Hospices en eau courante pour alimenter une laverie. L'établissement était jusqu'alors alimenté par le réseau des fontaines, mais de façon insuffisante (AD Loire, 7^S731). Une prise d'eau est aménagée en direct sur le Vizézy en 1871. Cette initiative est surprenante tant les rejets d'immondices sont encore d'usage dans la rivière. Le bief est prolongé à l'est pour irriguer les terres jusqu'au quartier de Charlieu (**Figure 24**).

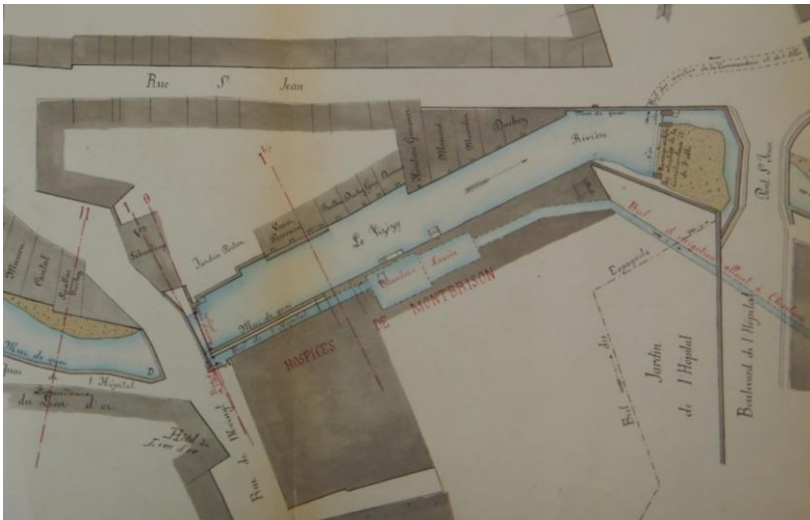




Figure 24 : prise d'eau des Hospices en 1871 avec, plus à l'est, la prise d'eau du bief de la Commanderie et le retour du béal des Espagnols (AD Loire, 7^S331).

De récents travaux d'aménagement du bâtiment en 2019 ont permis de mettre en évidence la prise d'eau et les arches pénétrant dans la laverie (**Figure 25**).





Figure 25 : barrage, prise d'eau des Hospices et dégagement des arches de la laverie en 2019 (C. Mathevot).

POUR CONCLURE

L'étude approfondie du réseau hydraulique montbrisonnais, depuis ses origines médiévales jusqu'aux grands travaux du XIX^e siècle, révèle une remarquable continuité dans l'ingéniosité technique et dans les enjeux politiques et sociaux liés à la gestion de l'eau. À travers moulins, biefs, fontaines et canalisations, Montbrison a constamment cherché à adapter ses infrastructures hydrauliques aux besoins évolutifs de sa population tout en conciliant des intérêts souvent divergents.

Cette histoire témoigne d'un processus graduel, mais décisif : celui du passage d'une gestion fragmentée et privée vers une approche collective et municipalisée, fondée sur des principes hygiéniste et démocratique. L'eau, initialement ressource économique réservée à quelques privilégiés, est devenue progressivement un bien commun accessible à tous, reflétant ainsi les transformations profondes des mentalités et des pratiques urbaines. Les conflits récurrents entre acteurs locaux illustrent combien la gestion hydraulique constitue un enjeu politique majeur. Ces tensions ont nécessité des arbitrages complexes qui ont durablement façonné l'espace urbain et les rapports sociaux au sein de la cité.

L'exemple montbrisonnais n'est pas unique, mais se constate à plus grande échelle. Un grand nombre de canaux urbains est attesté, par exemple à Beauvais (Oise) au XI^e siècle ou dans la ville de Vendôme (Loir-et-Cher) qui compte près d'une dizaine de moulins pour un réseau hydraulique d'environ 6 kilomètres. Le bourg de Saint-Sulpice-lès-Bourges (Cher) compte également neuf moulins au XIV^e siècle (Lefèvre 2023, Simon 2023, Bourocher 2023).

L'eau est bien souvent au cœur du système productif des bourgs. Dans presque tous les cas, la création du réseau hydraulique ne provient pas d'une planification unique et d'ensemble, mais, comme à Montbrison, d'une longue construction faite de compromis entre les différents utilisateurs de la ressource hydraulique. La montée progressive du pouvoir communal pour la maîtrise de cette ressource est un phénomène commun à l'Europe et déjà perceptible, par exemple dans la plaine du Pô dès le XII^e siècle (Vidon 2023). Montbrison n'est donc pas une exception, mais s'inscrit parfaitement dans un mouvement plus global.

Aujourd'hui encore, la ville porte les traces visibles de ce patrimoine hydraulique. Bien que nombre d'ouvrages anciens aient disparu ou changé d'affectation, les vestiges subsistants (barrages, canaux, moulins) représentent un héritage précieux à préserver et valoriser. Ils offrent une opportunité unique d'éducation patrimoniale et environnementale pour sensibiliser les générations actuelles aux défis contemporains liés à la gestion durable des ressources en eau. Face aux enjeux environnementaux du XXI^e siècle, l'histoire millénaire du Vizézy nous rappelle que la gestion raisonnée de l'eau exige anticipation, coopération entre acteurs locaux et vision prospective. L'expérience montbrisonnaise constitue ainsi une leçon précieuse pour penser aujourd'hui les politiques publiques de l'eau dans une perspective durable et solidaire.

BIBLIOGRAPHIE

Bourocher 2023, Solveig Bourocher et al. ,« Le bourg Saint-Sulpice-lès-Bourges et l'aménagement des rivières berruyères de la fin du XII^e s. au début du XVI^e s. (Cher) », dans Lorans, Élisabeth, et al., *L'eau dans les villes d'Europe au Moyen Âge (IV^e-XV^e siècle) : un vecteur de transformation de l'espace urbain*. Fédération pour l'édition de la Revue archéologique du Centre de la France, 2023.

Broutin 1874, Auguste Broutin, *Histoire des couvents de Montbrison avant 1793*, Saint-Étienne, 1874.

Cart. Francs fief, Hippolyte de Charpin-Feugerolles, *Cartulaire des francs-fiefs du Forez, 1090-1292*, Lyon, 1882.

Chambon 1993, Pascal Chambon, « Les prisonniers de guerre espagnols à Montbrison de 1809 à 1814 », dans *Bulletin de La Diana*, tome 53, 1993, p. 401 à 411.

Délibérations 18xx, *Procès-verbaux des délibérations du conseil municipal [Années 1868 à 18881]*, A. Huguet, Montbrison.

De Siguy 2009, Catherine de Silguy, *Histoire des hommes et de leurs ordures. Du Moyen Âge à nos jours*, éd. Le Cherche midi, 2009.

Duplessy 1818, M.-J. Duplessy, *Essai statistique sur le département de la Loire*, Montbrison, Cheminal, 1818.

Epinat 1929, Abbé J. Epinat, « Le mouvement de la population dans l'arrondissement de Montbrison de 1821 à 1926 », *Revue de géographie alpine*, 1929, t. 17, n°4, p. 659-746.

Ferret 1996, Francisque Ferret, « Un gentilhomme forézien : Jean-Baptiste d'Allard », dans *Bulletin de La Diana*, t.54, 1996, p. 307 à 348.

Fournial 1967, Etienne Fournial, *Les villes et l'économie d'échange en Forez aux XIII^e et XIV^e siècles*, Paris, 1967.

Forez n°xxx, C. de Neufbourg, M. Gonon, E. Fournial, G.Guichard, J.-E.Dufour, E.Perroy, *Chartes du Forez antérieures au XIV^e siècle*, Mâcon; Saint-Étienne; Paris, Protat Dumas Klincksieck, 24 volumes, 1933-1980.

Laprade 1778, Richard de Laprade, *Analyse et vertus des eaux minérales du Forez et de quelques autres sources*, Lyon, 1778.

Lefèvre 2023, Sébastien Lefèvre, « Le réseau hydrographique ancien de Beauvais (Oise). L'origine des canaux urbains Sainte-Marguerite et Saint-François (I^{er}-XV^e s.), dans Lorans, Élisabeth, et al., *L'eau dans les villes d'Europe au Moyen Âge (IV^e-XV^e siècle) : un vecteur de transformation de l'espace urbain*. Fédération pour l'édition de la Revue archéologique du Centre de la France, 2023.

Mathevot 2011, Christophe Mathevot, « Montbrison », dans P.-Y. Laffont (dir.), *L'armorial de Guillaume Revel : châteaux, villes et bourgs du Forez au XV^e siècle*, Lyon, Association de Liaison pour le Patrimoine et l'Archéologie en Rhône, p. 57- 70, (Documents d'archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne, 35), 2011.

Mathevot 2015, Christophe Mathevot, « Communautés religieuses et fortifications urbaines à Montbrison (XIII^e -XVIII^e siècles) », dans *X^{eme} Colloque Biennal de Pommiers en Forez, 12 Juin 2015 : signes de pouvoir laïc et religieux au Moyen Âge : les fortifications*, pages 17 à 30.

Mathevot 2019, Christophe Mathevot, *Prospection inventaire : le cours du Vizézy (Bard, Chambéon, Châtelneuf, Essertines-en-Châtelneuf, Montbrison, Mornand en Forez, Poncins, Roche, Saint-Bonnet-le-Courreau, Savigneux)*, 3 volumes, La Diana, Service Régional de l'Archéologie, 2019.

Mathevot 2025, Christophe Mathevot, « Deux ouvrages hydrauliques majeurs des Hautes Chaumes foréziennes : les béals de Lignon et de Garnier », dans *Bulletin de La Diana*, tome 85, 2025.

Obituaire de la province de Lyon, Georges Guigue et Jacques Laurent, *Obituaire de la province de Lyon*, Tome I, (Diocèse de Lyon. première partie), Paris, 1933.

Pouilly 2019 : Daniel Pouilly, « Au four et au moulin ou le parcours d'Antoine Maillon (1815-1892) fondateur à Montbrison des minoteries Maillon dans la deuxième moitié du XIX^e siècle », *Bulletin de La Diana*, t. 78, p. 25 à 48.

Simon 2023, Gaël Simon, « Les habitants et l'eau dans la ville de Vendôme du X^e au XV^e s. : entre usages et structuration de l'espace », dans Lorans, Élisabeth, et al., *L'eau dans les villes d'Europe au Moyen Âge (IV^e-XV^e siècle) : un vecteur de transformation de l'espace urbain*. Fédération pour l'édition de la Revue archéologique du Centre de la France, 2023.

Vidon 2023, Hugo Vidon, « L'eau, marqueur d'affirmation identitaire des villes dans la plaine du Pô (IX^e-XII^e s.) », dans Lorans, Élisabeth, et al., *L'eau dans les villes d'Europe au Moyen Âge (IV^e-XV^e siècle) : un vecteur de transformation de l'espace urbain*. Fédération pour l'édition de la Revue archéologique du Centre de la France, 2023.